

# L'incorrect

ESPACE DE LIBRES DÉBATS

Partisans du Brexit, à Londres. Si le Royaume-Uni conserve son rang, le démenti sera terrible pour l'Union.

## Renouer avec l'Union européenne

Influence des grands États minorée, règles du jeu mal comprises, fonctionnaires médiocres : revue de détails des causes d'une désaffection française par Bruno Alomar. **Entretien**

**E**ntre le vent d'europhobie soufflant à gauche de l'éventail politique et le courant souverainiste des formations classées à son opposé, quel espace pour la droite, et principalement Les Républicains, divisés depuis l'affrontement Juppé-Séguin entre deux lignes ? La question agite les bureaux politiques du parti, sans réponse affirmée jusqu'à présent — au risque de vivre un naufrage lors des élections européennes de 2019. C'est pour y répondre que Bruno Alomar, jeune haut fonctionnaire passé par les institutions de l'Union européenne, a publié *la Réforme ou l'Insignifiance*, le premier essai édité par l'École de guerre. Réformer une Union discréditée et méconnue, telle est l'ambition de l'auteur, anima-

teur du think tank Les Arvernes, qui cherche à renouveler la pensée de sa famille politique. À mettre entre toutes les mains, à commencer par celles de Laurent Wauquiez.

« La France a intérêt à la construction européenne », expliquez-vous en préambule.

Sur quoi repose cette conviction ?

Notre pays a intérêt à l'Union européenne en raison de son marché commun, mais sous conditions. Celui-ci



COLLECTION PARTICULIÈRE

Bruno Alomar

est effectivement important, car quand vous êtes une entreprise française, l'appartenance à l'Union vous permet de produire non pas pour 67 millions de Français, mais pour un marché de 512 millions de personnes. C'est l'un des avantages essentiels des Américains : leur marché est profond parce qu'ils sont plus de 300 millions de consommateurs. La question de la norme est alors fondamentale. Le cœur de l'Union européenne, telle qu'elle est — et non pas telle qu'elle est imaginée —, c'est bien de pouvoir imposer au reste



# L'incorrect

ESPACE DE LIBRES DÉBATS

**Jean-Claude Juncker. Le président de la Commission européenne incarne le discrédit qui frappe les institutions.**

du monde les normes de fabrication que nous, Européens, voulons.

## **Comment donc expliquer le désamour français?**

Il a plusieurs causes. Historiquement, l'Union européenne a été faite par la France. Pourtant, celle-ci y trouve actuellement de moins en moins sa place: elle y est marginalisée, largement décrédibilisée. Depuis 1989, elle se trouve en perte d'influence, du fait de l'élargissement mais aussi en raison de nombreux rendez-vous institutionnels manqués depuis vingt ans.

Les élites politiques, médiatiques, économiques ont également une lourde part de responsabilité. Elles ne connaissent pas les institutions européennes, et ne s'y intéressent pas. Dans ce contexte, elles sont incapables d'expliquer l'Union européenne aux Français. Par contre, elles sont très enclines à la critiquer ou à se défausser sur elle.

En ce qui concerne la droite, le désamour pour l'Union s'inscrit dans une crise globale, qui, selon moi, remonte à la mort du général de Gaulle. Au fond, la droite n'a pas d'idées. Elle ne sait pas si elle doit être européenne ou non. Elle n'est pas capable de réconcilier l'Union européenne et souveraineté, et est toujours

dans le combat des chefs. Or l'Union exige qu'on y réfléchisse car elle est complexe. Elle n'est pas une France "en grand". Et les prochaines élections européennes, si rien n'est fait, s'annoncent à cet égard comme un futur désastre pour la droite...

## **Les accusations de déficit démocratique, que l'on entend souvent dans les critiques envers l'Union européenne, vous paraissent-elles fondées?**

Absolument, mais pas comme on l'entend. Usuellement, par "déficit démocratique" on veut dire "Commission toute-puissante", "Parlement faible", "pouvoir éloigné des gens". Mais la Commission n'est puissante que pour proposer des choses... libre au Conseil de les

**“LES PROCHAINES ÉLECTIONS EUROPÉENNES S'ANNONCENT COMME UN DÉSASTRE POUR LA DROITE.”**

refuser. Toutefois, le Parlement européen est plus fort que notre Parlement national, puisque les mécanismes de rationalisation du parlementarisme qui existent sous la V<sup>e</sup> République et qui permettent à l'exécutif de prévaloir n'existent pas dans l'Union. Enfin, il est logique que

# L'incorrect

ESPACE DE LIBRES DÉBATS

40 000 fonctionnaires qui agissent essentiellement depuis Bruxelles soient “éloignés”, comme le reproche est d'ailleurs toujours fait aux États-Unis que “Washington décide de tout”.

Pourtant, le vrai déficit démocratique est ailleurs. Il réside dans la façon avec laquelle les grands États, et donc leurs peuples, à commencer par la France, voient leur place extraordinairement et injustement minorée dans les institutions européennes. Il n'est pas admissible que Malte, comme la France, ait un commissaire européen, et que le gouverneur de la banque centrale de ce pays ait le même pouvoir que son homologue français à la Banque centrale européenne (BCE)! Il n'est pas admissible que le Luxembourg soit surreprésenté dans les grands postes européens, comme il l'est depuis toujours. Cela dit, méfions-nous: l'Allemagne est plus forte dans une Union à 28 que dans une Union à 12! Il y a donc bien un problème “France”. Et quand j'entends le président Macron suggérer que la France pourrait tout simplement renoncer à son commissaire, je frémis...

## **Quel est ce “problème France” qui fait que notre pays, contrairement à l'Allemagne, n'arrive pas à tirer son épingle du jeu?**

Il est multiple. D'abord, la France ne comprend pas les règles du jeu européen. L'Union fonctionne comme un régime politique de séparation des pouvoirs, proche du système allemand, alors que notre système est très vertical et bonapartiste. Ensuite, la France, contrairement à l'Allemagne, ne fait pas les réformes de son économie sans lesquelles, à Bruxelles, elle ne saurait être crédible. Ses partenaires la regardent de plus en plus comme un pays arrogant. Ils ont en partie raison. Avant de faire la leçon aux autres, il faut savoir être exemplaire, et nous ne le sommes pas. Enfin, et surtout, la France est déphasée par rapport à l'Union européenne. Pour la plupart des pays européens, dont l'Allemagne, l'Union est un endroit où faire prévaloir et défendre son intérêt national. La France, elle, qui est rongée par un complexe postcolonialiste, par le fait qu'elle est un État-nation, se place et est placée systématiquement dans le rôle du méchant nationaliste. En conséquence, contrairement aux autres pays, elle a tendance, de peur d'être critiquée, à ne pas défendre suffisamment ses intérêts. C'est toute l'ironie de la situation. La France est l'un des moins nationalistes des pays, mais tout le monde, y compris elle-

même, se persuade du contraire, par bêtise ou par intérêt.

## **Selon vous, l'Union européenne souffre surtout d'une absence d'élites politiques, pourquoi?**

C'est simple: peut-on gagner la Coupe du monde de football si l'on n'a que des joueurs médiocres dans l'équipe? Non bien sûr. Or la réalité de l'Union européenne aujourd'hui, c'est que ceux qui la font, politiques et fonctionnaires, ne sont pas assez bons (même s'il y a des exceptions).

Côté politique, tout le monde sait que les institutions européennes, notamment le Parlement, sont une voie de garage pour politiciens médiocres ou que l'on souhaite neutraliser. Côté administratif, c'est aussi le cas. La fonction publique européenne est de plus en plus affaiblie par les dysfonctionnements, dont le principal se résume en une idée: la compétence n'est plus le critère essentiel qui justifie les grandes responsabilités. On obtient des responsabilités en raison de son sexe, de son pays, et accessoirement de ses compétences. C'est une logique mortifère.

**“LA FRANCE EST JUGÉE ARROGANTE. AVANT DE FAIRE LA LEÇON AUX AUTRES, IL FAUT ÊTRE EXEMPLAIRE ET NOUS NE LE SOMMES PAS.”**

## **Comment redonner aux Français, et particulièrement à la droite souverainiste, le goût de l'Union européenne?**

Aux Français, il faut expliquer que l'Union européenne n'est pas ce que les élites leur disent. Elle n'est ni la cause ni la solution de tous les problèmes.

C'est une organisation internationale, qui a des pouvoirs réels mais limités dans le champ économique. Il faut cesser de leur mentir: s'ils sont riches ou pauvres, s'ils vivent en sécurité ou non, si leur voix compte dans le monde, l'Union européenne y est pour beaucoup moins que les politiques nationales. L'essentiel des politiques économiques et sociales ainsi que des politiques régaliennes reste de niveau national!

À la droite souverainiste, il faut être capable de répondre aux deux piliers qui fondent ses critiques. Le premier pilier concerne l'union: fait-elle ou non la force? Car c'est bien le fondement de l'Union européenne. Si celle-ci n'est pas capable de montrer que



les accords commerciaux qu'elle obtient avec la Chine ou les États-Unis sont meilleurs que ceux que le Royaume-Uni obtiendra quand il sera parti, alors oui, il faut quitter l'Union. Cette charge de la preuve est sur les défenseurs de la construction européenne. À cet égard, le Brexit est un test. Le deuxième pilier se concentre sur la servitude vis-à-vis des institutions européennes. Il faut répéter cette vérité: il n'est de servitude que volontaire! Il n'y a, à part la concurrence et la BCE, quasiment aucun domaine de l'action européenne pour lequel la France n'est pas capable, de fait, de mettre son veto. Encore faut-il le vouloir. Donc ce n'est pas l'Europe qui est contraire à la souveraineté française: ce sont les gouvernements français qui ne défendent pas, ou insuffisamment, les intérêts de la France... Je

**“CE SONT LES GOUVERNEMENTS FRANÇAIS QUI NE DÉFENDENT PAS, OU INSUFFISAMMENT, LES INTÉRÊTS DE LA FRANCE.”**

appelle que de Gaulle a été capable de faire la crise de la chaise vide. Ce que je propose dans le livre est simple, même si j'en montre les difficultés: le retour de la France en Europe, la reprise de son rôle de leader devant l'Allemagne. Cela exige une chose que nous ne voulons collectivement pas faire pour l'instant: réformer notre économie. Or, cela tient surtout à un impératif essentiel: réduire nos dépenses publiques. Car cela conditionne la baisse des impôts, qui elle-même permet l'accélération de la croissance, laquelle allège les finances publiques, etc. C'est ce cercle vertueux que nous avons été incapables de mettre en œuvre. Résultat: quand, dans quelques années, il faudra restructurer la zone euro, avec une Allemagne à 60 % de dette publique rapportée au PIB et une France à 100 %, nous serons dans une situation de terrible faiblesse. En définitive, notre situation n'est pas de la faute de l'Union européenne, c'est de la nôtre. ●

**Propos recueillis par Anne-Laure Debaecker**



**La Réforme ou l'Insignifiance, dix ans pour sauver l'Union européenne**, de Bruno Alomar, Éditions de l'École de guerre, 160 pages, 20 €

## Avortement: une liberté tronquée

De nombreux témoignages, au fil des ans, dévoilent un manque d'information et de suivi pour celles qui ont eu recours à l'IVG. Un livre écrit par la fondatrice d'Ivg.net revient sur ce tabou sociétal.

Par **Anne-Laure Debaecker**.

**O**n est marqué au fer rouge. On souffre en cachette. Cela fait vingt ans que j'ai fait cet avortement. Mon corps et mon esprit sont mutilés. » Ce cri du cœur de Catherine, 45 ans, rejoint celui de milliers d'autres femmes, au sujet d'une douleur cachée car non reconnue. Plus que l'argent, le sexe ou même l'euthanasie, l'avortement est le sujet tabou en France. Le sujet que l'on ne peut évoquer sans risquer d'essuyer, d'emblée, une levée de boucliers scandalisés, une accusation d'entrave voire, désormais, des menaces de représailles judiciaires. Les séquelles physiques et psychologiques qui découlent malheureusement souvent de l'interruption volontaire de grossesse (IVG) sont alors tout autant tuées et négligées. Comment reconnaître qu'un acte médical que la société et la loi décrètent anodin pourrait avoir des conséquences aussi lourdes?

« Au moment de l'IVG, c'est sûr que ce n'est pas un moment très agréable à passer », concède le site du gouvernement (Ivg.gouv.fr), qui compare la douleur découlant de l'arrêt d'un processus de vie à n'importe quelle douleur physique que certaines vivent plus ou moins bien. Et pourtant. Dépression, angoisse d'infertilité, syndrome de la date anniversaire, besoin de retomber rapidement enceinte, comportements d'évitement, troubles sexuels, colère, anxiété, refoulement, perturbations des relations humaines... Multiples sont les facettes du syndrome post-IVG qu'identifie Marie Philippe, fondatrice du site Ivg.net, après dix années passées à lire à et écouter personnellement plus de 8500 appels et 1500 témoignages écrits. Le site, qui reçoit plus de 3000 appels par an pour 15 écoutantes,